

*Initiatives ministérielles*

dez bien sûr que, ce faisant, vous économisez de l'argent. Sachez, monsieur le Président, qu'il y a quelques semaines nous avons le Conseil du Trésor, le Conseil privé et le vérificateur général devant le Comité des comptes publics. J'ai expressément demandé aux témoins une comparaison de ce qu'il en coûterait pour faire faire le travail à contrat et de ce qu'il en coûterait si on maintenait en poste les fonctionnaires nécessaires pour s'en acquitter. Ils m'ont répondu qu'ils pouvaient obtenir ces chiffres.

• (1640)

Ils n'ont pas mis longtemps avant de se rétracter. Le Conseil du Trésor m'a répondu en ces termes: «Nous regrettons de ne pouvoir vous fournir les renseignements que vous avez demandés relativement aux marchés de services personnels qui remplacent les services de fonctionnaires, mais le Secrétariat du Conseil du Trésor ne tient pas ce genre de données. À notre connaissance, les ministères ne tiennent pas non plus de statistiques à ce sujet. Nous n'avons pas recueilli de données visées au paragraphe ci-dessus, au sujet des marchés de services personnels qui auraient remplacé le recours à des fonctionnaires. De plus, il est probable que nos statistiques ne portent pas sur l'ensemble des marchés de services, mais seulement sur ceux qui intéressent les deux domaines mentionnés.»

Sur quoi les députés conservateurs s'appuient-ils pour clamer, d'un océan à l'autre, qu'ils ont réduit les effectifs de la fonction publique à tel niveau et que c'est une chose remarquable? Ils prétendent qu'en confiant le travail à contrat, on économise, mais ils n'ont pas de statistiques pour étayer leurs dires. Ce ne sont que de beaux discours. C'est vraiment renversant ce que l'on découvre. Ils vous promettent des informations et vous découvrez ensuite qu'ils n'ont aucune donnée à ce sujet.

En pratiquant de nouvelles compressions des effectifs de la fonction publique, le gouvernement n'en réduit pas simplement le personnel; il mine aussi le moral des employés de l'État qui se demandent quand le couperet s'abattra sur eux. Ce n'est pas ainsi qu'on obtient le meilleur de ses employés. La fonction publique du Canada a été le bouc émissaire de ce gouvernement à maintes occasions. Le gouvernement paiera cher ces attaques.

Les recettes fiscales fédérales ont augmenté de 50 milliards de dollars depuis 1984. Le gouvernement a accru ses recettes fiscales de 50 milliards de dollars depuis qu'il a été porté au pouvoir il y a six ans. Le

ministre des Finances a pu compter sur un accroissement de ses recettes fiscales plus que suffisant pour réduire le déficit, mais il n'y est pas parvenu.

À moins que le gouvernement ne prenne d'autres mesures pour hausser les impôts ou réduire les dépenses, le déficit augmentera de 4 à 6 milliards de dollars en 1990-1991, et ce, à cause des taux d'intérêt élevés. Il tente de convaincre tout le monde que c'est important de réduire le déficit et la dette nationale, mais il maintient par contre une politique des taux d'intérêt élevés qui accroît notre dette nationale de 4 à 6 milliards de dollars. Il se glorifie ensuite de sa bonne gestion financière.

En vertu de la politique des taux d'intérêt élevés, les taux d'intérêt sont de quatre points de pourcentage plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. À 351 milliards de dollars, la dette publique est équivalente à une dette de 25 000 \$ pour chaque contribuable canadien. Chaque Canadien doit maintenant payer 2 500 \$ chaque année uniquement pour payer les intérêts sur la dette du gouvernement fédéral. Le gouvernement conservateur aura bientôt triplé la dette nationale et il ne détient le pouvoir que depuis six ans.

Le pourcentage de la dette due à des étrangers—et c'est un aspect capital qui, je crois, n'encouragera pas beaucoup de Canadiens—a doublé sous l'administration des conservateurs, passant de 10 à 20 p. 100. Avant leur arrivée au pouvoir, 90 p. 100 de la dette nationale était due à des Canadiens et l'intérêt sur cette dette était versé à des Canadiens. Maintenant, 20 p. 100 de ces intérêts prennent la route de l'étranger.

Attirés par les taux d'intérêt élevés, les investisseurs japonais et européens ont acheté des titres canadiens. Cela veut dire qu'une plus grande partie de la richesse future du Canada devra être payée à des étrangers sous forme d'intérêts. Le gouvernement appelle cela une saine gestion financière.

La politique des conservateurs a consisté à transférer systématiquement le fardeau du déficit sur les provinces et les autres paliers de gouvernement. La situation est grave. Vous ne réduisez pas la dette du Canada si vous vous contentez de passer votre problème à un autre palier de gouvernement.

La réduction des paiements de transfert au titre des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire crée de graves pressions sur les budgets des provinces. Les compressions à l'assurance-chômage poussent davantage de gens à recourir à l'aide sociale, ce qui coûte plus cher aux provinces et aux municipalités. La compression des